



Olivier Zajec : «Pour apparaître en faiseur de paix en Ukraine, Donald Trump veut renverser l'échiquier, pas déplacer les pièces»

Par [Alexis Feertchak](#)

Publié le 1 mars à 07h00, mis à jour le 1 mars à 14h28

guerre en Ukraine Donald Trump



«Donald Trump a la conviction qu'on peut et même qu'on doit parler à peu près à tout le monde», analyse Olivier Zajec. *REUTERS / Nathan Howard / via REUTERS / Gavriil Grigorov*

ENTRETIEN - Les alliés de Kiev ont fait «un mauvais calcul stratégique» en ne voulant pas voir que la guerre en Ukraine était «existentielle» pour Moscou, déplore le professeur de stratégie qui analyse la brutalité inouïe de Donald Trump comme un tournant pour l'Ukraine, mais aussi pour l'Europe.

Olivier Zajec est l'un des grands spécialistes français de la stratégie militaire. Professeur de Relations internationales à l'Université Lyon-III, où il a fondé et dirige l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD), il a donné pendant douze ans le cours de stratégie théorique de l'École de Guerre. Auteur de nombreux ouvrages, récipiendaire du prix Albert Thibaudet, il a publié dernièrement Limites de la guerre. L'approche réaliste des conflits armés au XXI^e siècle (Mare et Martin, 2024).

LE FIGARO.- Le troisième anniversaire de la guerre en Ukraine est marqué par le début de négociations entre Moscou et Washington. Donald Trump n'hésite pas à humilier Volodymyr Zelensky. Est-ce un tournant ?

Olivier ZAJEC.- La brutalité inouïe de la rencontre Trump-Zelensky montre que nous vivons beaucoup plus qu'un tournant. C'est la fin d'une séquence uniquement placée sous le signe d'une recherche de l'ascendant militaire. Les joueurs principaux prennent leurs gains. À Washington, les signaux clignotaient bien avant le 20 janvier. Donald Trump désirait apparaître en faiseur de paix, ce qui impliquait obligatoirement, non pas seulement de déplacer les pièces différemment, mais de renverser l'échiquier lui-même. Ce qui comptait pour lui, c'était la fin de la guerre et le passage à une nouvelle priorité plus structurellement diplomatique et stratégique : le face-à-face avec une Chine autrement plus puissante que la Russie.

Je crois trop aux effets de la friction clausewitzienne pour avancer des prédictions absolues en matière stratégique. La séquence issue de ce renversement de table pourrait donc connaître un retournement, un coup de sang des négociateurs américains, essentiellement parce que les Russes, outrageusement favorisés et désirant pousser cet avantage, se montreraient trop gourmands ou rigides. Donald Trump peut aussi relancer la «stratégie du fou» qu'il affectionne, et qui avait pu tenter en son temps un stratège du calibre de Richard Nixon, en vue d'accélérer la fin d'une autre guerre, celle du Vietnam. Les jeux ne sont donc pas faits. Cependant, la disruption voulue par le président américain est tellement brutale que l'on

observe déjà de puissants effets de bord chez les alliés européens, et des externalités positives énormes pour la Maison-Blanche. Le coup de pied dans la fourmilière des tributaires, cela fonctionne : d'où les promesses, un peu partout en Europe, d'augmenter les dépenses militaires. Les Européens achèteraient des armes américaines, tiendraient la garde au Dniepr et paieraient la reconstruction de l'Ukraine pendant que les États-Unis se concentreraient ailleurs. Ce *deal*, parce qu'il est à somme nulle, serait un «bon deal» au sens de Trump. Ce qui laisse donc penser, sauf surprise, qu'il ira le plus loin possible tant qu'il sent ses alliés faiblir sous sa pression.

Mais du côté russe ?

En dépit de l'ouverture de Trump, les Russes continuent à prendre tous les avantages possibles sur le terrain militaire pour que, du côté ukrainien, il n'y ait plus rien à négocier. Tout dépendra donc du sens réaliste des limites stratégiques que peut avoir Poutine. Ivre de son succès, il pourrait aller trop loin et passer le point culminant de l'équilibre de puissance que pourraient accepter les États-Unis. Car les Américains négocient sur la base des rapports de force actuels, en constatant que l'Ukraine, si elle résiste toujours, n'en est pas moins saignée, et pourrait difficilement rééditer les contre-offensives de 2022-2023. Mais si le curseur dérape, il se peut que même Donald Trump considère que les Russes en veulent trop. Kiev ne doit pas tomber. S'ils ne le comprennent pas, la pression américaine se déplacerait alors de Zelensky vers Poutine.

Donald Trump a eu des mots très violents contre Volodymyr Zelensky. Un discours commun émerge-t-il à Moscou et à Washington ?

Il y a ici une dimension métapolitique qui dépasse la simple dialectique stratégique. Dans la vision de Trump, la Russie doit être endiguée raisonnablement, mais pas jusqu'à en faire un ennemi irréconciliable. Il a la conviction qu'on peut et même qu'on doit parler à peu près à tout le monde. Lors de son premier mandat, il l'a montré avec Kim Jong-un. On ne peut pas s'attendre à ce qu'il passe aujourd'hui à une logique de criminalisation de Vladimir Poutine.

C'est d'ailleurs ce qu'il reproche à Volodymyr Zelensky, qu'il accuse d'avoir totalement refusé l'échange stratégique et la logique d'une négociation avec Moscou. Au départ, Donald Trump n'était pas complètement opposé aux intérêts ukrainiens. Les livraisons d'armes américaines se sont accélérées sous son premier mandat, dès 2016. C'est en juillet 2017 - mais qui s'en souvient - qu'il nomme comme envoyé spécial américain en Ukraine l'ancien ambassadeur auprès de l'OTAN, Kurt Volker – un faucon revendiqué, adepte d'une ligne très dure. Néanmoins, en 2022, en oubliant que la Russie a déclenché cette guerre, Trump change de discours et accuse Zelensky de la prolonger inutilement, en phase sur ce point avec une frange grandissante de l'électorat américain.

Ce rejet de la «morale» n'est-il pas très ancien chez Donald Trump ?

Déjà dans les années 1980, dans les tribunes qu'il se payait en pleine page dans le *New York Times*, Donald Trump mettait en avant cette conviction que les intérêts économiques, appuyés sur la puissance militaire, devaient passer avant l'exemplarité morale. Trump est brutal et grossier, mais il est tout sauf stupide. Je crois, à rebours d'un grand nombre de commentateurs à qui il inspire une révolition quasi-physique, que ses convictions sont ancrées, profondes, anciennes. Il croit à l'exceptionnalisme américain, mais un exceptionnalisme introverti, réservé aux États-Unis. Ces derniers ont un système efficace et des valeurs estimables, mais cette combinaison, selon lui, n'est pas forcément exportable et, à cet égard, Washington n'a pas à chapitrer les autres pays pour les forcer à adopter ce modèle spécifique.

En cela, il se distingue totalement du courant que Stephen Walt [professeur à Harvard] qualifie de «libéralisme hégémonique». Par rapport au modèle post-Guerre froide, Donald Trump est un hérétique qui, comme John Quincy Adams [président de 1825 à 1829], considère que «l'Amérique ne doit pas aller à l'étranger chercher des dragons à combattre». C'est un des sous-jacents de son slogan «America First» qui ne signifie pas «l'Amérique au-dessus de tout le monde», mais l'Amérique *d'abord*. Ne pas le comprendre est dangereux pour un adversaire. C'est douloureux pour un allié autonome. Pour un tributaire dépendant, c'est fatal.

Après trois ans de guerre, ni l'armée ni l'économie russes ne se sont effondrées. L'Occident n'a-t-il pas sous-estimé la Russie ?

Tout ceci est complexe, mais je crois que là se situe l'erreur principale des Occidentaux. On a oublié que la guerre en Ukraine est, pour les Ukrainiens évidemment, mais pour les Russes aussi, une guerre existentielle, et non une simple guerre de choix. Pour eux, c'est tout simplement une question d'intérêt vital. Ce sont les Russes qui la définissent de cette manière. Évidemment, on peut ne pas être d'accord, mais ce qui compte, c'est ce qu'ils ont dans la tête, pas ce que décident d'entendre les commentateurs dont certains ont découvert l'histoire russe le 24 février 2022. Les États-Unis, eux, peuvent décider de prolonger ou non cette guerre qui est pour eux, techniquement, une guerre indirecte comportant des aspects de *proxy war*. Dans une guerre existentielle, ce qui compte d'abord n'est pas le niveau du PIB ou le niveau de vie quotidien de la population, c'est la tension de volonté collective dans l'épreuve prolongée. Je suis parfois étonné de voir l'insistance avec laquelle on analyse chaque fonte des réserves de devises russes, chaque statistique économique concernant leur potentiel. C'est intéressant, mais croit-on que ce type de paramètres était majeur pour mesurer la tension de volonté des Nord-Vietnamiens entre 1954 et 1975 ? Le Vietnam était pauvre, les États-Unis le pays le plus riche du monde. Qui a évacué Saïgon ? Sur le théâtre ukrainien, la tension de volonté des Russes, qui ont décidé d'agresser leur voisin, est extrême, celle des Américains est relative. Pendant trois ans, on a refusé de voir cette différence majeure. Les Russes n'ont pas cédé et ne céderont pas parce qu'ils sont à proximité immédiate de leur barycentre stratégique. La distance géographique entre Moscou et Kiev est moindre que celle qui sépare Washington de La Havane. En 1962, c'est Kennedy qui ne pouvait pas reculer, et malgré la volonté jusqu'au-boutiste de Cuba à qui les Américains déniaient le droit de prendre une décision souveraine, les Russes ont retiré leurs missiles et leurs conseillers.

Dans l'affaire ukrainienne, les Russes ont aussi une profondeur diplomatique. Dès le début, la Chine ne les a pas lâchés et elle ne le pouvait pas, parce que, Moscou une fois hors-jeu, elle devenait la suivante sur la

liste, avec quelques autres pays angoissés par cette perspective. C'était évident dès 2022. La Russie a donc très habilement joué du concept de «majorité mondiale» utilisé par Sergueï Lavrov. À l'exception de son lien baroque avec la Corée du Nord, il ne s'agit pas d'alliances, mais de coalitions conjoncturelles à géométrie variable qui permettraient d'ailleurs à la Russie, si la guerre devait encore durer un ou deux ans, de continuer à reconstituer ses forces. Dès le début, tout était donc en place pour tenir dans la durée. En pensant que cette tension de volonté était relative, en croyant que ce soutien en profondeur pouvait être tari, les Occidentaux ont fait un mauvais calcul stratégique : il aboutit à une «surprise» qui ne devrait pas en être une.

Vladimir Poutine ne parle pas seulement des conséquences récentes de la Guerre froide. Il remonte jusqu'à la *Rus* de Kiev au IX^e siècle. Comment comprendre cette double perspective, historique et sécuritaire ?

C'est un rapport au temps que l'on a du mal à saisir parce que, depuis très longtemps, on a peut-être désinvesti le champ de l'histoire stratégique. En dehors des analyses pondérées de grands spécialistes de la question, on semble parfois négliger les représentations historiques de ce type de dirigeants parce que l'on pense qu'il s'agit, de leur part, d'une simple posture calculatrice. Nous ne croyons plus nous-mêmes à ces récits mobilisateurs, nous les avons «déconstruits» au profit d'un décentrement «global». Pourquoi, s'étonne-t-on, les autres croiraient-ils à leurs fables anciennes, pleines de héros et de guerriers ? On écarte ainsi l'hypothèse selon laquelle Vladimir Poutine pourrait croire passionnément à ce récit fondé sur une relecture permanente de l'histoire de son propre pays, comparée à celle de ses adversaires.

Dans un article, le président russe décrivait ainsi la guerre du Nord menée par Pierre le Grand : «*Il récupérait des territoires et fortifiait les zones frontalières. C'est ce qu'il faisait*». Et d'ajouter : «*C'est aussi maintenant notre destin de reconquérir et de fortifier*». Ce texte illustre l'obsession russe permanente du glacieux, qui commande la capacité pour Moscou à échanger de l'espace contre du temps. Les discours revanchards sur les droits

historiques fantasmés et la rationalité stratégique informelle se mélangent certes, parfois l'un compense ou prend le pas sur l'autre, selon les circonstances. Mais la guerre en Ukraine comme les négociations russo-américaines tournent autour de cette notion géopolitique de «glacis» que la Russie observe sur le temps long.

Comment expliquer ces erreurs d'analyse occidentales que vous pointez ?

Lire un conflit à chaud n'est pas facile. Reste que quantité d'analystes lucides nous ont tout de même éclairés sur cette guerre. Parmi eux, aucun n'était naïf vis-à-vis du danger russe. Évitant tout moralisme performatif, ils ont insisté, chacun avec leur style et dans leur discipline, sur les variables complexes de cet affrontement, ressaisi sur le temps long. En France, je pense à l'historien Georges-Henri Soutou. Aux États-Unis, sur le plan diplomatique, j'ai cité Stephen Walt, à Harvard. En Europe, Jeremy Shapiro a également développé des arguments lucides et équilibrés sur le face-à-face nucléaire. Sur le plan plus opérationnel, on pourrait citer Stephen Biddle à Columbia, grand spécialiste du concept de rendement stratégique et des rapports entre offensive et défensive. À la fin de l'été 2023, il a publié un article lumineux dans *Foreign Affairs* pour expliquer pourquoi les Russes avaient été capables d'arrêter la contre-offensive ukrainienne. En réalité, à partir de ce point d'inflexion, les Ukrainiens ne disposaient plus de réserves stratégiques pour recommencer.

La proportion entre les ordres de bataille théoriques est une chose. Mais la stratégie militaire n'en dérive pas linéairement, parce qu'elle nécessite un recalcul permanent entre la planification et la conduite. C'est ce que les militaires appellent le J3 et le J5, dans le langage Otan : vous planifiez vos lignes d'opération, dégagez des centres de gravité, des points décisifs, vous lancez l'opération. Puis la vérité du terrain, cette «guerre réelle» que Clausewitz oppose à la guerre «sur le papier», vous oblige à recalculer ce que vous aviez mis en perspective en planification «froide». Vous vous adaptez en conduite, ce qui peut être douloureux, tout en relançant une planification «chaude» pour reprendre l'initiative. Jusqu'à ce que la volonté de l'adversaire fléchisse. Les Russes, qui ont connu des déboires en 2022,

l'ont fait. Il leur a fallu beaucoup d'humiliations pour acquérir un peu d'humilité, surtout après l'évacuation de Kharkiv et Kherson. Les Ukrainiens, eux, ont choisi de passer le point culminant, ou y ont été incités, alors qu'ils constataient qu'ils n'avaient pas les capacités de reconquérir l'intégralité des territoires occupés. À l'été 2024, l'offensive dans la région russe de Kursk fut un pari désespéré.

Pourquoi n'a-t-on pas voulu le voir ?

Peut-être parce que bien des analystes, qui le murmuraient en privé, se sont cachés en public derrière une logique de transfert de responsabilité. En Europe, on répétait que c'étaient aux Ukrainiens, et seulement à eux, de décider souverainement des objectifs et du moment où cette guerre s'arrêterait. Je ne vais pas être très populaire sur ce point, mais je le mentionnerai quand même : quand un pays est soutenu à ce niveau par des acteurs extérieurs en situation de belligérance indirecte, et qui vont jusqu'à dégarnir leurs propres arsenaux pour la cause commune, alors ce pays ne peut pas être, ne doit pas être le seul à décider. Cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas avoir de voix du tout !

De Watts à Fox, il y a une immense littérature historique sur ce sujet, qui est celui de l'assistance fournie à un proxy qui ne renonce jamais à poursuivre son propre agenda. Dès lors, la relation au risque partagé de l'acteur qui soutient et de l'agent soutenu peut diverger, et cette dissociation peut aller jusqu'à la rupture politique. Tous ceux qui aidaient l'Ukraine auraient dû avoir voix au chapitre, et pas seulement les maximalistes. Mais le seul qui comptait, c'est l'allié américain. À la fin de l'histoire, son appréhension du risque et des priorités divergeant totalement, il trahit l'Ukraine, en n'oubliant pas de l'humilier au passage. Cela ne change rien au fait que Poutine est responsable de cette guerre. Mais je pense qu'insister sur ce seul fait est une maigre consolation en ce moment.

L'abandon de l'Ukraine était-il écrit ?

Rien n'était écrit : ni l'abandon de l'Ukraine, ni le déclenchement de la guerre. Comme le disait Raymond Aron, l'histoire, ce sont certes des «séries logiques», mais celles-ci dépendent de choix humains. Chacun ouvre une

nouvelle combinatoire. À cet égard, sur le dossier ukrainien, il y a eu une succession de rendez-vous manqués entre la Russie et l'Occident depuis 1991. La tragédie ne remonte pas à 2022 ou même à 2014, mais à l'aube du nouvel ordre mondial post-Guerre froide. Nul besoin de reprendre les antennes des pro-Russes aveugles pour le redire avec sérénité. L'adoption d'un point de vue exclusivement moral conduit à considérer *a posteriori* l'histoire comme une sorte de récit mécanique qui, justement, nous aurait forcément menés à l'invasion du 24 février 2022.

Mais l'illusion rétrospective monocausale, même justifiée au nom d'un combat idéaliste pour défendre des «valeurs», n'est pas un service rendu à la science historique. Rien n'était écrit, mais le résultat est là : l'Ukraine, héroïque et courageuse, luttant pour son identité et sa dignité, est à genoux, saignée démographiquement. Elle va perdre des territoires. Elle ne bénéficiera que d'une protection conditionnelle des États-Unis, du moins sous Donald Trump. Les Européens auront un grand mal à garantir sa sécurité. Kiev n'adhérera pas à l'Otan. L'Ukraine, à l'encan, va se faire piller par son ancien soutien. Elle vivra dans la peur. Quelles que soient nos options analytiques, nous devrions tous être dévastés de ce résultat.

Les négociations en cours semblent passer au-dessus de la tête des Européens...

Rien n'est totalement joué, mais pour le moment ils paient le fait de ne pas avoir cru en leurs chances de jouer le quatrième rôle dans ce jeu d'équilibre entre Washington, Moscou et Pékin. Entre 1990 et 2010, le jeu leur était pourtant ouvert. Ensuite il s'est refermé. Les Européens ont eux-mêmes laissé ce déclassement advenir en délaissant la question de leur sécurité. L'Union européenne est ainsi peu à peu devenue le volet économique de l'Otan. Il y avait une solution, faire au contraire de l'Otan le volet militaire de l'UE – c'était le sens profond du «pilier européen» - en répondant au souhait américain de voir les Européens assumer leur destin, tout en restant alliés. C'est ce que voulaient de longue date les Français, et qui justifiait le gambit de 2009 : remodeler une organisation de défense collective qui aurait eu vocation à s'eupéaniser. Les Danois, les Polonais, les Britanniques ont combattu ce modèle, caricaturé en «gaullisme» nostalgique. La tragédie est

que cette ambition d'autonomie stratégique, loin de correspondre à une démesure nostalgique, n'était que l'expression d'un réalisme de survie. Et la voie à suivre. Le réveil est brutal.

Pour sortir de la spirale actuelle, il faudrait risquer de ne pas être défendu pendant un temps par le parapluie américain, pour pouvoir gagner le droit de se défendre tout seul plus tard. Il y aurait donc une fenêtre de risque : au moment où vous vous sevrerez d'une drogue, vous êtes très faible. Qui voudra prendre ce risque ? Finalement, tout le monde pourrait reprendre l'idée que l'Otan reste la colonne vertébrale de la défense collective du continent, ce qui est vrai, même sous la férule d'un allié abusif, ce qui est faux.

Vous êtes pessimiste...

Quand on balaie l'histoire de l'Otan depuis 1949, on observe qu'il n'y a jamais eu de crise existentielle de cette violence pour l'organisation. Même en 1991. Nous sommes dans un moment de sidération. Une ère s'achève. Devant nous, la vérité nue sort du puits et certains, gênés, détournent les yeux. Cette vérité est la suivante : la sécurité a un prix. Vous l'acquitez par l'autonomie de votre politique de défense, ou bien vous la payez de votre dignité. Il faut être puissant pour être protégé, ou bien être protégé par un puissant. En dehors de nous, les Français, qui disposons de notre propre dissuasion nucléaire, les Européens ont renâclé à questionner cet acquis sur lequel ils vivaient.

Henry Kissinger est décédé en 2023, mais j'avoue que je donnerais cher pour entendre son commentaire concernant la crise actuelle. Dès 1957, dans *Nuclear Weapons and Foreign Policy* - peut-être l'exercice d'analyse stratégique le plus intelligent de la seconde moitié du XXe siècle -, il avait prédit que la crédibilité de la dissuasion élargie américaine serait remise en cause par les Américains eux-mêmes. On y est. Mais que fait-on ? Les élites européennes sont-elles à la hauteur de ce moment historique ? Je ne suis pas sûr qu'on puisse répondre clairement à cette question. La renaissance viendra, par nous-mêmes et surtout pour nous-mêmes. Nous n'avons pas le choix. En attendant, je pense que nous sommes nombreux à être hantés par ces occasions perdues.

- [Protectionnisme, guerre, immigration... William McKinley, le président impérial dont veut s'inspirer Trump](#)
 - [Francis Fukuyama, Donald Trump et la fin suspendue de l'histoire](#)
 - [Guerre en Ukraine : la Russie conquiert la ville de Toretsk et menace le nord du Donbass](#)
-

Sur le même thème

Dissuasion nucléaire européenne : le périlleux débat rouvert par Macron et Merz 🇫🇷

Alors que le lien transatlantique est plus fragile que jamais, le chef de l'État a proposé à ses partenaires européens de discuter du parapluie nucléaire de la France.

En Ukraine, la colère et l'angoisse après la violente altercation entre Trump et Zelensky 🇫🇷

DÉCRYPTAGE - Les Ukrainiens se rangent derrière leur chef de guerre après son échange tendu avec Trump, mais s'inquiètent pour l'avenir.

«La seule chose qui peut faire fléchir Trump, c'est de mieux partager le fardeau de notre défense» 🇫🇷

ENTRETIEN – Après le clash entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, le général Bruno Clermont plaide pour une accélération du réarmement des Européens face à un président américain qui ne respecte que les forts.

Andreï Kourkov, écrivain: «Les Ukrainiens se battront contre toute idée prorusse» 🇫🇷

ENTRETIEN - Pour l'écrivain, la guerre a créé trois Ukraine, celle qui est restée sur place, celle de l'émigration et celle des migrants intérieurs.

Solidarité, automaticité, précédents: tout comprendre à l'article 5 de l'Otan, que Trump affirme soutenir

D'ordinaire très critique de l'alliance, le président américain a apporté jeudi son «soutien» à l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, qui impose un principe de solidarité vis-à-vis de tout État-membre victime d'une attaque armée.

Guerre en Ukraine: Vladimir Poutine voit «un certain espoir» dans les pourparlers avec les États-Unis 🇺🇸

Une deuxième séance de discussions s'est tenue jeudi à Istanbul entre diplomates russes et américains.

500 milliards, 350 milliards, 175 milliards... Quel est le véritable montant de l'aide américaine à l'Ukraine 🇺🇸

DÉCRYPTAGE - Donald Trump veut un remboursement des sommes engagées pour défendre Kiev.

Guerre en Ukraine : le Royaume-Uni face à l'indispensable modernisation de l'armée de Sa Majesté 🇺🇸

DÉCRYPTAGE - Avant sa rencontre avec Donald Trump ce jeudi, Keir Starmer a annoncé une augmentation du budget de la Défense à 2,5% du PIB d'ici à 2027, alors que les forces britanniques doivent être adaptées à une guerre de haute intensité.

«Les États-Unis ont rejoint le camp des brigands» : l'alliance «historique» entre les Américains et les Russes à l'ONU aura-t-elle des conséquences ? 🇺🇸

INFOGRAPHIES - Les Américains se sont alignés derrière la Russie lundi 24 février en votant, à l'ONU, contre une résolution préparée par l'Ukraine et ses alliés européens qui prévoit de mettre fin à la guerre tout en préservant l'intégrité territoriale de Kiev.

Guerre en Ukraine: l'envoi de troupes pour «garantir la paix» divise les oppositions 🇫🇷

DÉCRYPTAGE - Alors qu'un débat aura lieu lundi prochain au Parlement sur la sécurité en Europe, les responsables politiques ont réagi à la proposition d'Emmanuel Macron de créer une force de «réassurance» européenne.